*Annexe*

*sur la Resolution № IOFS/GA/1-14-2019*

*sur l'approbation de la politique comptable de l'OISA*

**NOTE EXPLICATIVE**

Développer des industries agro-alimentaires compétitives est essentiel pour générer des emplois et générer des revenus dans la majorité des États membres de l'OISA, étant donné que plus de 52% des populations de l'OCI et même de l’OISA vivent dans des zones rurales et dépendent de l'agriculture. Potentiellement, l'agro-industrialisation présente des opportunités et des avantages précieux pour les pays de l'OCI, en termes de processus globaux d'industrialisation et de développement économique, de performances à l'exportation, de sécurité et de qualité des aliments. Cependant, le plein potentiel des agro-industries en tant que moteur du développement économique n'a pas encore été réalisé dans de nombreux pays de l'OCI. Ce potentiel pourrait être utilisé avantageusement pour atteindre plusieurs objectifs, tels que l'augmentation des revenus des agriculteurs, l'industrialisation rurale, l'emploi rural, des produits de meilleure qualité pour les consommateurs et même l'élimination des pertes après récolte. Ce dernier problème a continué de poser un grave problème au développement socio-économique des États membres de l’OISA.

Pour résoudre ces problèmes, le Forum sur le développement des industries agroalimentaires dans les États membres de l'OCI a été organisé à Kampala, en Ouganda, les 11 et 12 octobre 2011. Le Forum a recommandé, entre autres, la création d'une association agro-industrielle qui favoriserait l'agroalimentaire et une approche de la chaîne de valeur pour le développement agricole dans les pays de l'OCI.

Justification de la création de l'AITA:

Parallèlement aux différentes démarches de l'OCI sur la prévention des pertes après récolte et la mise au point d'un mécanisme intra-OCI pour le développement d'une chaîne de valeur du secteur agro-alimentaire, une réunion consultative s'est également tenue à Mascate, Sultanat d'Oman, le 14 Mai 2013.

Les recommandations du forum tenu en Ouganda étaient principalement axées sur:

- Augmenter les investissements intra-OCI dans le secteur de la transformation agro-alimentaire et créer un fonds dédié au développement agro-industriel dans le cadre des guichets de financement existants de la BIsD pour le développement agricole;

- Les gouvernements devraient encourager la création de plates-formes pour la participation populaire à la défense de la politique agricole et l’accès aux fonds d’investissement par la création de coopératives d’agriculteurs et de communautés agricoles formelles analogues;

- remédier aux contraintes d'intrants agricoles inadéquats en vulgarisant le micro-crédit-bail et des mécanismes de financement similaires;

- Veiller à ce que les instituts de recherche, de vulgarisation, d’éducation et d’agriculture offrent les compétences nécessaires pour répondre aux besoins des communautés agricoles, y compris la nécessité de transférer ces technologies, qui sont appropriées et adaptées aux conditions et aux réalités de la population agricole;

- Mener une étude approfondie sur les modalités de création d’une association agro-industrielle au sein du système de l’OCI et déterminer les activités et priorités spécifiques en matière de partenariat public-privé entre les différentes parties prenantes du système de l’OCI pour la promotion du développement agro-industriel;

- Soutenir la recherche qui renforcera le développement des industries agroalimentaires dans les États membres de l'OCI; et

- Développer des mécanismes efficaces pour promouvoir l'accès au crédit et aux marchés dans le cadre du système de préférences commerciales de l'OCI (SPC-OCI).

De même, la réunion consultative de Mascate sur cette question:

- Examiné les différentes présentations faites sur les activités liées au mandat de l'association proposée. Ils ont particulièrement mis l'accent sur la nécessité d'un solide soutien du secteur privé pour les divers programmes et activités de l'OCI;

Ayant eu un débat animé et un examen approfondi du rapport de base, du statut Daft et des présentations, la réunion a formulé les recommandations suivantes:

- Poursuivre les efforts déployés par le Secrétariat général pour faire en sorte que les objectifs énoncés dans le projet de statut de l’Association soient atteints.

- Créer immédiatement un groupe de courrier électronique parmi les parties prenantes pour enrichir le projet de statut et planifier les activités futures.

- Aborder les questions critiques du transfert de technologie, de la recherche et du réseautage entre les entités du secteur privé en vue d'accroître la productivité et la compétitivité des États membres de l'OCI dans le domaine des agro-industries.

Zéro projet de statut révisé

Le Conseil d’administration est invité à examiner la nécessité de créer l’Association sur la base du Zero Draft ci-joint et à faire les recommandations nécessaires à l’Assemblée générale en vue d’autoriser le Directeur général de lOISA à tenir de larges consultations avec les futurs membres de l’Association. Secteurs public et privé dans les Etats membres de de l’OISA. Il devrait être possible de convoquer une réunion constitutive de l’Association afin de déterminer le meilleur moyen d’atteindre ses objectifs, tels qu’énoncés dans le projet de statut.

Le Secretariat

Organisation islamique pour la sécurité alimentaire

Nur Sultan, République du Kazakhstan